M. Peyrefitte: il ne faut pas compter sur le président de la République pour cautionner un gouvernement socialo-communiste

« Le sondage changea le score, le combat changea d'âme », pourrait-on dire après le compte rendu fait par M. Peyrefitte de la réunion, mercredi soir, du bureau exécutif de l'U.D.R. Si l'optimisme n'est pas encore entièrement revenu dans le parti majorijaire, la « confiance » est désormais suffisamment forte pour chasser les sombres nuages qui s'étaient accumulés. Le secrétaire general de l'U.D.R. a donc adopte une fois encore une attitude nouvelle, qui - ce n'est pas douteux - va inspirer les responsables majoritaires durant les ultimes étapes de la campagne. Ils vont affirmer leur confiance pour la renforcer, utilisant un peu - mais quel parti ne le fait pas ? - la méthode Coue. Ils vent aussi durcir, cristalliser, crisper leur doctrine sur le problème de l'alternance, sur celui de la coexistence proclamée impossible entre l'actuel chef de l'Etat et une éventuelle majorité de gauche.

mue HITS

iert

Des

R 11

ance

ians

8 ? 2 »,

SHIELD

PEN-

elon

con-

be-

sur

Taite

ela-

en en

der-

erace

des

main

ogue.

l'as-

ionale

sont

onner pas à

tébats

à nne

dorité.

litique

ine les

nt sur

avoir

ertains

ge. Les t une

com-

tif socia.

e circons

U.D.R. M.

ue sa dé-

s, ne pou-

e Laval. »

comme ement

candidat

période

le ? F. S.

serai

"Maintenant ca mord ". " les brouillards se dissipent », telles sont les impressions confirmées par les sondages d'opinion que les membres du bureau exécutif de l'U.D.R. ont rapportées de leurs plus récents contacts avec le corps électoral provincial. Les signes avant-coureurs d'un retournement de la situation en faveur de la majorité ont été enregistrés aussitôt après l'in-

M. Peyrefitte a notamment déclare: « S'il y a quelque temps nous avons eu de grandes diffi-cultés à nous faire comprendre du électoral, maintenant ça corps mord.

w Les brouillards épais autour de la campagne électorale et de son enjeu commencent à se dis-siper. Le bureau exécuti/ a été siper. Le bureau exécutif a été unanime à se montrer confiant dans un retournement de situation dont il voit des signes avantcoureurs.

Il est apparu que le corps électoral comprend de plus en plus que si le choix est totalement libre, il est aussi décisif pour l'avenir de la société et qu'il y a un fossé, un précipice à côté de notre route.

» Ce n'est pas dramatiser ni être primaire que d'alerter le pays sur les dangers qui menacent la démo-Il ne nous paraît pas honnête de ne pas parler de révolu-tion quand on veut faire la révolution. Il ne nous paraît pas davantage honnête de faire croire que le président de la République, elu au suffrage universel, avec un programme précis, contresignerait des mesures qui amèneraient le collectivisme et mettrait sa signa-ture au bas des listes de victimes que compte toute révolution.

» Au moins, M. Rocard a parlé un langage honnête et n'a pas doré la pillule collectiviste. Nous tervention télévisée de M. Pompidou du 8 février, car selon M. Peyrefitte l'opinion a bien compris que le président de la République ne pouvait pas cautionner « une révolution à la sauvette ».

Le secrétaire général de l'U.D.R. s'en est pris vivement à M. Georges Marchais, mais surtout à M. François Mitterrand pour lui reprocher de dispenser le « brouillard » et pour lui demander de le dissiper. Il lui a ainsi posé une question précise : « Quels ministères seraient attribués aux communistes en cas de victoire de la gauche? » Faute d'une réponse satisfaisante, M. Peyrefitte continuera de penser que « voter pour les candidats socialistes, c'est voter pour des ministres communistes ».

Le secrétaire général a aussi développé son offensive sur le plan constitutionnel, remerciant M. Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U., qui, avec « loyauté et honnêteté, n'a pas doré la pillule collectiviste », contrairement à ce que font les leaders de la gauche unie. Le secrétaire général de l'U.D.R. a donc affirmé sans nuance qu'ail ne fallait pas compter sur le président de la République pour cautionner un gouvernement socialo - communiste ». Il a toutefois été beaucoup moins net quant à la procédure qu'utiliserait le

chef de l'Etat pour manifester cette incol patibilité dans l'éventualité d'une vicide la gauche. S'il a dit que « l'élec législative permet de confirmer ou d' firmer les choix faits au moment de l'élition présidentielle », M. Peyrefitte a au estimé que l'élection présidentielle été l'« élection capitale » du régime, elle P vait être suivie d'une dissolution de l'a semblée nationale si la majorité présid tielle ne correspondait pas à la major de l'Assemblée en place au moment scrutin élyséen. Si le secrétaire général l'U. D. R. a affirmé, pour mieux mon la nécessifé de la concordance deux majorités, qu'en novembre le général de Gaulle avait à ses ministres qu'il quitterait le pou si une majorité hostile avait été à l'Assemblée nationale, il n'a pas dit cisément si M. Pompidou ferait de mê ou préférerait dissoudre l'Assemblée, nommer un gouvernement de minorité, encore reconduire le cabinet Messmer

Pour lui, une certitude est bien étab « C'est au peuple français de décider estime que le président Georges Pompi doit pouvoir continuer sa tâche. » Un étroit est ainsi établi entre majorité p dentielle et majorité parlementaire. -

« Personne ne peut prédire qu'en cas de victoire, ce ne serait p à M Georges Marchais, comme ce ne serait pas l'avait envisagé, que reviendrait le poste de premier ministre. Personne ne premier ministre. Per-sonne ne sait non plus quels ministères M. Mitterrand consi-dère comme des ministères-cles. On se pose donc la question de supoir si le premier savoir si le premier secrétaire s'engagerait, comme le fit le géné-ral de Gaulle à la libération, à écarter les communistes. Nous serions heureux d'avoir un dé-menti formel et sans équivoque

» Les Français commencent à comprendre que voter pour un candidat socialiste, c'est en fait voter pour des ministres commu-

A propos des réformateurs, après avoir estimé que leurs électeurs ne se distinguaient de ceux de la majorité que « par des dé-tails », M. Peyrefitte a déclaré à propos de leurs leaders : « On ne voit pas très bien comment ils peuvent prétendre à constituer un gouvernement, alors que tout in-dique, sauf revirement extraordi-

poursuivi

"Contrairement aux communistes, aux socialistes et aux reformateurs, la majorité n'a pas la prétention de garder M. Pompi-

dou. C'est au peuple françat décider s'il estime que le p dent Pompidou doit pouvoir tinuer sa tâche. En 1962, le g ral de Gaulle s'apprêtait à qu le pouvoir si les élections leg tives n'avaient pas été favord Il l'avait dit à ses ministres régine ne peut jonctionner s'il dispose à l'Assemblée e majorité qui le soutient. Il que le président ait la confi de la majorité des Français faut que le gouvernement confiance de la majorité d la majorité du lement. L'élection capitale l'élection présidentielle, la lo du système est que l'élection sidentielle soit suivie d'une lution au Parlement si le dent ne peut pas gouverner lui. L'élection législative p de confirmer ou d'infirma choix faits au moment de tion présidentielle.»

réformateurs,

naire, au'ils ne devraient pas être en mesure de constituer un groupe à l'Assemblée nationale, » Répondant à des questions, le secrétaire général de l'U.D.R. a

personne ne peut s'y raccrocher. » M. Peyrefitte a ajouté :

remercions M. Rocard d'avoir eu

d'avoir eu le courage de dénonces

l'hypocrisie de ceux qui veulent faire croire que le programme commun conserverait le président

» Le dernier « coin du feu » de M. Pompidou a beaucoup porté

» Il était nécessaire que le chef

de l'Etat dise aux Français ce qui l'empêcherait de continuer

qui l'empecherait de continuer son action et ce qui porte atteinte à la Constitution, dont il est le garant. Le président, qui a agi dans la plénitude de ses devoirs constitutionnels, ne pouvait pas ne pas dire que ce qu'on voulait lui faire cautionner était une strollities à la contraction de la co

révolution à la sauvette. Mainte-nant le débat est clair. Les Fran-çais peuvent prendre leurs res-

ponsabilités devant un enjeu bien

défini. On ne peut plus ignorer qu'il ne faut pas compter sur le président de la République pour

socialo-communiste. Il fant

socialo-communication. Il particular l'on sache que le risque d'un tel gouvernement, sans le président de la République, sans ce prési-

dent de la République, existe.»

le président Georges Pompidou et

dirigé par un gouvernement socialo-communiste est écartée;

» L'idée d'un Etat surmonté par

de la République à l'Elysée.

et a clarifié le débat.

loyauté d'avertir les électeurs,

MARKE A Toulon M. CHABAN - ELMAS : pour les paris de gauche n'est plus nécessaire.

(De notre correspondant.)

Toulon. — Ne pouvant disposer du théâtre, c'est à « la Tomate » lieu de rencontre de la Coupiane, près de Toulon, que M. Jacques Chaban-Delmas a pris la parole jeud! 15 février. Beaucoup de monde, la salle était comble, mais elle ne peut acqueillir que sent de, la salle était comble, mais ne peut accueillir que sept cents personnes. Après avoir fait l'éloge du rugby, sport roi à Tou-

POSITIONS ET **PROPOSITIONS**

MAURICE COUVE DE MUR-VILLE, ancien premier ministre, can-didat didate l'angloré d'ens la sixième circons ription de Pars (8° rrondusement) a déclire liudi, au cous d'une reunion publique tenue. Paris, qu'il faudrait, apre les élections. « trouver une colution pour rendre aux élus une vraie fonction. Nous sommes, a-t-il dit. dans un régime où l'Assemblée nationale est exagérément démunie de pouvoirs ». Au sujet des réformateurs, M. Couve de Murville a affirmé : « Ce qu'ils souhaitent, en définitive, c'est rejoindre la majorité, moyennant bien entendu leur plat de lentilles, c'està-dire un portefeuille. Cela n'est pas diane d'un homme politique. »

tace à une lociété en crise économique, politique et idéologique, bret en crise généralisé on est a sence de licis cis (pe. de rité, es rétorma col mun) tions a mr eurs e lui don de nature di nent des inflexions férente sans s'attaquer aux méca nismes centraux. »

délégué auprès du premier ministre chargé des solutions chargé des relations avec le ment, a deciare, i dei soir vrier, au cours d'u e réunion Pariesoir 15 fée réunion publiassistions à une icloire de la gau-che, notre pays basculerait vere Si demain nous l'Est, et, le soir du 11 mars, enralt une crise des capitaux et de

HISTOIRE NATIONS EUROPEENN

HISTOIRE DE L'ITALIE, des on à nos jours, du Professeur Salva-préfacée par le Professeur Gaussi l'Université de Saint-Etlenne, pre 650 pages. Prix: 125 F.

· HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE, origines à 1870, de P. Rass équipe de spécialistes, pr par Jules Romains, près de 750 Prix: 125 F.

· HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE, to de 1870 à nos jours, de P. Ras une équipe de spécialistes, pr 500 pages. Prix: 110 F.

HISTOIRE DE L'AUTRICHE, gines à nos jours, du Professe Zöllner, préfacée par le Profess pié, de l'institut, près de 700

Prix: 108 F.

HISTOIRE DE LA ROUMANIE, gines à nos jours, des Pro Constantinescu Daicoviciu et préfacée par le Professeur Georgi tellan de l'Université de Pe cennes, près de 500 pages. Prix

. HISTOIRE DE LA POLOGNE (h lection), des origines à nos joe Professeurs Gieyeztor, Kieniewic worowski, Tazbir, Wereszycki, 1 780 pages. Prix: 90 F. En preparation :

HISTOIRE DE LA SUEDE, des

sos jours, du Professeur Ing sen, préfacée par André (l'Académie Française, près ges. 74 F. (Parution juin 19 pages. HISTOIRE DE L'ALBANIE, des nos jours, des Professeurs-to, de Tirana, préfacée par sseur Maurice Baumont, de esseur près de 450 pages. 80 F. (Parul vue : juin 1973.) l'élection capitale étant l'élection présidentielle, la logique du système est que l'élection présidentielle soit suivie d'ane disso-lution des au Parlement si le président ne peut pas gouverner avec lui. L'élection législative permet de confirmer ou d'infirmer les choix paits au moment de l'élection présidentielle

en unt